



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/753
26 décembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
Point 113 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS, ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 51/225 de l'Assemblée, en date du 3 avril 1997, les propositions du Comité des commissaires aux comptes visant à améliorer la suite donnée à ses recommandations que l'Assemblée générale a approuvées (voir annexe).

LETTRES D'ENVOI

Le 10 décembre 1997

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre les documents ci-après :

a) Le rapport sur les propositions du Comité des commissaires aux comptes visant à améliorer la suite donnée à ses recommandations conformément à la résolution 51/225 de l'Assemblée générale, en date du 3 avril 1997 (voir annexe);

b) La lettre d'envoi au Président de l'Assemblée générale.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Vérificateur général des
comptes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Sir John BOURN

Monsieur le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies
New York

/...

Le 10 décembre 1997

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur les propositions du Comité des commissaires aux comptes visant à améliorer la suite donnée à ses recommandations, conformément à la résolution 51/225 de l'Assemblée générale, en date du 3 avril 1997 (voir annexe).

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Vérificateur général des
comptes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Sir John BOURN

Monsieur le Président de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

/...

ANNEXE

Propositions du Comité des commissaires aux comptes visant
à améliorer la suite donnée à ses recommandations que
l'Assemblée générale a approuvées

1. Dans sa résolution 51/225 du 3 avril 1997, l'Assemblée générale a prié le Comité des commissaires aux comptes de lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, des propositions visant à améliorer la suite donnée par le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies aux recommandations du Comité qu'elle a approuvées. Le Comité a également été prié de formuler des suggestions quant aux modifications qu'il conviendrait éventuellement d'apporter à l'établissement des rapports relatifs à l'application de ces recommandations, d'indiquer plus clairement, dans ses futurs rapports, les recommandations dont l'application laissait à désirer et d'exposer avec plus de précision les cas de faute professionnelle et de violation des règles et règlements.
2. Conformément à la résolution 48/216 B de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1993, le Comité fait le point des mesures prises par le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes en application de ses recommandations précédentes. Les observations sur la suite donnée aux recommandations figurent dans une annexe aux rapports du Comité qui sont présentés à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Dans le cas de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, les observations figurent dans les rapports de la Caisse qui sont présentés à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La plupart des rapports du Comité des commissaires aux comptes portant sur les états financiers biennaux des organismes des Nations Unies, cet examen officiel de la suite donnée à ses recommandations a lieu tous les deux ans. Comme suite à la résolution 51/225 de l'Assemblée générale, les rapports du Comité précisent maintenant séparément quelles sont les recommandations relatives à des cas de faute professionnelle et de violation des règles et règlements qui n'ont pas été appliqués par les administrations concernées.
3. Pour aider à renforcer l'application de ses recommandations, le Comité présente les propositions ci-après à l'Assemblée générale pour qu'elle les examine et les approuve. Le Comité a demandé au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, aux administrations de l'ONU et de ses fonds et programmes ainsi qu'à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies de lui présenter leurs observations. Il est rendu compte, le cas échéant, de ces observations dans le présent rapport.

Précisions concernant le calendrier d'application des recommandations

4. Dans sa résolution 48/216 B, l'Assemblée générale a prié les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies d'inclure dans leurs rapports à l'Assemblée des calendriers d'application des recommandations du Comité. Le Comité note, d'après les rapports présentés à l'Assemblée générale,

/...

qu'il n'a pas été donné intégralement suite à cette demande, puisque dans certains cas aucun calendrier d'application n'a été présenté.

5. Pour permettre de mieux suivre le taux d'application de ses recommandations, le Comité recommande que les administrations présentent systématiquement dans leurs rapports des calendriers d'application des recommandations du Comité, conformément à la résolution 48/216 B. Le Comité recommande en outre que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies communique des renseignements analogues dans ses rapports à l'Assemblée générale.

Renseignements concernant les cadres responsables

6. La présentation des rapports sur la suite donnée aux recommandations du Comité doit être améliorée en précisant le titre ou les fonctions des différents fonctionnaires responsables de l'application de ses recommandations. Lorsqu'une recommandation n'est pas appliquée intégralement, dans les délais prescrits, l'Administration doit fournir une explication dûment étayée. Les mesures qui ont été prises ou qu'on envisage de prendre pour appliquer intégralement telle ou telle recommandation doivent être précisées, accompagnées d'un calendrier d'application révisé, avec mention du fonctionnaire responsable de l'application.

7. Si l'absence de mesures pour donner suite à une recommandation donnée est attribuable à une négligence ou à une mauvaise gestion de la part du ou des fonctionnaires responsables, l'Administration devrait sanctionner les intéressés. Des précisions à ce sujet doivent figurer dans le rapport.

Création de comités spéciaux

8. Pour aider le Comité consultatif à suivre la suite donnée à ses recommandations d'audit, le Comité suggère que l'ONU et ses fonds et programmes ainsi que le secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies établissent un mécanisme efficace pour renforcer le contrôle de l'application des recommandations d'audit. À cette fin, on pourrait soit créer un comité spécial composé de hauts fonctionnaires soit, s'il existe déjà un comité de hauts fonctionnaires dans le domaine de l'administration et de la gestion, nommer un interlocuteur pour les questions d'audit et de contrôle et le charger de présenter au Comité, pour examen des rapports trimestriels sur l'application des recommandations d'audit.

9. Quelle que soit la formule adoptée, ces comités devraient veiller à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient appliquées dans les délais prescrits. Pour guider les comités de contrôle ainsi créés dans leurs travaux et en améliorer le fonctionnement, ils devraient être dotés d'un mandat clair et précis.

Modification des dispositions régissant la présentation des rapports

10. En vertu des dispositions en vigueur, les rapports sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes par le Secrétaire général, les chefs de secrétariat des fonds et programmes et la Caisse commune

des pensions du personnel des Nations Unies sont présentés tous les ans ou tous les deux ans selon que les périodes comptables des organisations sont annuelles ou biennales. C'est ainsi que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies présentent leurs rapports sur une base annuelle, tandis que les autres organisations présentent les leurs sur une base biennale. Par souci d'uniformité et afin d'améliorer le suivi du taux d'application de ses recommandations, le Comité suggère que tous les rapports soient présentés à l'Assemblée générale sur une base annuelle. Le Comité examinera ces rapports et présentera à l'Assemblée générale un rapport de synthèse sur la suite donnée à ses recommandations.

Le Contrôleur et Vérificateur général des
comptes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

(Signé) Sir John BOURN

Le Vérificateur général des comptes du Ghana

(Signé) Osei Tutu PREMPEH

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde

(Signé) Vijay Krishna SHUNGLU

Le 10 décembre 1997
